



GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne
n°32 – juillet 2019

**Glotopolítica - Langage et luttes sociales
dans l'espace hispano-lusophone** [édition
bilingue : *Lenguaje y luchas sociales en el
espacio hispano-lusófono*]

Numéro dirigé par Elvira Arnoux, José del
Valle, Alexandre Duchêne

SOMMAIRE - ÍNDICE

- Elvira Arnoux, José del Valle, Alexandre Duchêne : *Glottopolitique – glotopolítica : circulation, appropriation et expansion d'une lecture sociale du langage*
- Elvira Arnoux : *La Glottopolitique : les transformations d'un champ disciplinaire* (1^{re} édition 2000), traduit de l'espagnol par Isabelle Laroche.
- José del Valle : *La perspective glottopolitique et la normativité* (1^{re} édition, 2017), traduit de l'espagnol par Caroline Dubois.
- Louis Guespin & Jean-Baptiste Marcellesi : *Hacia la glotopolítica* (1^{ra} edición : 1986), traducido del francés por José del Valle.
- Pablo Albertoni : *Reivindicaciones glotopolíticas en espacios de tensión: la frontera uruguayo-brasileña*. Traduction en français par Iván Jiménez : *Revendications glottopolitiques dans des espaces de tension : la frontière uruguayo-brésilienne*.
- Diego Bentivegna : *Poliglofías americanas. Fantasmagorías glotopolíticas en Ricardo Rojas y Roberto Lehmann-Nitsche*. Traduction en français par Clara Mortamet : *Polyglophies américaines. Fantasmagories glottopolitiques chez Ricardo Rojas et Roberto Lehmann-Nitsche*.
- Carolina Chaves O'Flynn : *Lengua, política y moral: Intervenciones glotopolíticas de Félix Restrepo, S. J. durante el siglo XX en Colombia*. Traduction en français par Céline Alcade : *Langue, politique et morale : interventions glottopolitiques de Félix Restrepo, S. J. durant le XX^e siècle*.
- Xoan Carlos Lagares : *Linguistas na berlinda: a polémica normativa no Brasil*. Traduction en français par Patricia Lambert : *Des linguistes sur la sellette : la querelle normative au Brésil*.
- Daniela Lauria : *La institucionalización de la política lingüística panhispánica hoy. Tensiones por la "Marca España*. Traduction en français par Francesco Screti avec la collaboration d'Isabelle Affolter : *L'institutionnalisation de la politique linguistique panhispanique aujourd'hui. Tensions pour la « Marca España [marque espagne] »*
- Mariela Oroño : *La RAE y los intelectuales americanos de fines del siglo XIX: el caso del uruguayo Juan Zorrilla de San Martín*. Traduction en français par Jean Le Dû : *La Real Academia Española [RAE] et les intellectuels latino-américains de la fin du XIX^e siècle : le cas de l'Uruguayen Juan Zorrilla de San Martín*.

Compte-rendu

- Marisa Cavalli : *La langue et le clocher – Les enseignants de français en Italie et d'italien en France*, de **Merlo, J.-O.**, 2018, Paris, L'Harmattan, 234 p. ISBN : 978-2-343-15815-0

LANGUE, POLITIQUE ET MORALE : INTERVENTIONS GLOTTOPOLITIQUES DE FELIX RESTREPO, S. J. DURANT LE XX^E SIÈCLE

Carolina Chaves-O'Flynn
Princeton University

Traduction de l'espagnol par Céline Alcade

Introduction

Le 16 décembre 1965, le prêtre jésuite Félix Restrepo est mort à Bogota. Son décès a alors donné lieu à une série d'hommages visant à faire honneur à son travail académique, religieux et politique. Pour ne citer que quelques exemples : l'universitaire et Sénateur de la République Lucio Pabón Núñez a présenté au *Congrès National* un projet de loi visant à mettre en valeur sa mémoire ; les *Académies Colombiennes d'Histoire et de la Langue* ont accepté de publier les ouvrages de l'auteur considérés comme les plus pertinents ; et en 1966 a été créé le *Prix de Philologie Félix Restrepo*, dont le champ d'action initial dans le domaine de la philologie s'est élargi en 1979 à la linguistique et la critique littéraire, grâce à la Loi 14 portant sur la défense de la langue. Ainsi, plus d'une décennie après sa mort, en 1979, dans les jardins du siège officiel de l'*Académie Colombienne de la Langue*, la statue de bronze de Restrepo a été inaugurée avec une déclaration posthume de Lucio Pabón : « Félix Restrepo : tu reposes ici en ta demeure » (Cacua Prada, 1997 : 35). Ces adieux solennels et ces distinctions en l'honneur de Félix Restrepo constituent des indices sur l'importance de sa position dans le domaine culturel et académique colombiens, notamment en matière de langue et de prescription linguistique.

C'est précisément sur la construction et le rayonnement de son autorité linguistique que cette contribution se penchera, à partir de l'analyse de plusieurs textes produits par Félix Restrepo durant le XX^e siècle en Colombie. Cet article comprend des extraits de ses écrits les plus normatifs, *La ortografía en América* [*L'orthographe en Amérique*] (1936), *El alma de las palabras : Diseño de semántica general* [*L'âme des mots : Conception de sémantique générale*] (1917) et *El castellano naciente* [*Le nouvel espagnol*] (1956). Ce travail tire également parti du discours inaugural du *Premier Congrès des Académies de la Langue Espagnole* au Mexique (1951), ainsi que d'autres ouvrages traitant de politique internationale tels que *España anárquica* [*Espagne anarchiste*] (1937) et *España Mártir* [*Espagne Martyre*] (1936). De même, sont convoqués des extraits de ses textes concernant l'économie et la politique nationale, compilés dans *Corporativismo* [*Corporatisme*] (1939) et/ou tirés de la

Revista Javeriana [la revue de la *Pontificia Universidad Javeriana*] ou de la presse nationale et internationale. Cette contribution explore également, de façon ponctuelle, le contexte géopolitique dans lequel sont produits les discours, les représentations qu'ils véhiculent de la langue et de ses défenseurs, et analyse les contenus idéologiques sous-jacents, ainsi que les relations de pouvoir et de hiérarchie qu'ils établissent.

Les œuvres *The Key to Greek* [*La Clé du Grec*] (1912), consacré à l'apprentissage de la langue grecque classique et publié par la maison d'édition Herder à Freiburg im Breisgau (en Allemagne) et *The Soul of Words : General Semantic Design* [*L'âme des mots : Conception de sémantique générale*] (1917) représentent les ouvrages les plus importants de Restrepo traitant de linguistique. Le prêtre s'est initié à la linguistique indo-européenne auprès de jésuites allemands et espagnols au cours de ses études en Europe, sur la base de méthodes scientifiques allemandes (Cacua Prada, 1997 : 40). Ce sont ces sources épistémiques qui ont donné à Restrepo le pouvoir symbolique et scientifique de jouir d'une crédibilité incontestée auprès de ses pairs et des universitaires. Comme ses contemporains, Restrepo s'est inspiré des œuvres de Friedrich Diez (1794-1876) en philologie romane, et des contributions de Karl Vossler (1872-1949) à la stylistique en se fondant sur l'idéalisme linguistique. Les apports de Vossler (1929) sur l'espagnol en tant que langue possédant une capacité d'expression transcendante, due en grande partie à la dévotion catholique qui accompagne son expression littéraire, sont perceptibles dans les discours sur la langue de Restrepo. Cette présupposition implique, par exemple, la supériorité de l'espagnol sur les autres langues locales parlées en Colombie et dans d'autres pays d'Amérique latine, visant, par la promotion de sa pratique, l'amélioration de l'expression linguistique de tous les médias, toujours sous l'impulsion du pouvoir symbolique du catholicisme.

Restrepo en tant que directeur de l'Académie Colombienne

Félix Restrepo a été directeur de l'*Académie Colombienne de la Langue* pendant dix ans, de 1955 jusqu'à sa mort en 1965. Parmi les nombreuses autres fonctions qu'il a occupées, il a également été fondateur de l'*Instituto Caro y Cuervo*, recteur de la *Pontificia Universidad Javeriana* [*Université Pontificale Javeriana*] membre de l'*Académie Colombienne d'Histoire* ainsi que de l'*Académie Colombienne de Jurisprudence* (Páez Patiño, 1966). Restrepo a officié comme philologue, écrivain, pédagogue et prêtre, et a sans aucun doute été l'une des personnalités les plus influentes de Colombie dans le domaine culturel et politique au XX^e siècle. Concrètement, le prêtre a été, pour l'*Académie Colombienne de la Langue*, le régent d'une époque de grande splendeur et de renforcement, durant laquelle les activités institutionnelles ont combiné tout autant des tâches d'ordre linguistique et politique que de prédication sacramentelle.

Sous sa direction (1955-1965) « les missions de l'Académie se sont considérablement accrues » et, en 1956, cette dernière a pu récupérer le bâtiment qui avait été construit pour elle depuis 1914 mais qui, dans les années vingt, était passé aux mains de la *Escuela de Bellas Artes* de Bogotá [*Ecole des Beaux-Arts*] (Guzmán Esponda, 1993). Le siège lui a de nouveau été accordé par décret du gouvernement colombien, et considérant qu'il était « du devoir du gouvernement de promouvoir la culture nationale et que l'*Académie Colombienne de la Langue* [avait besoin] d'un lieu pour exercer ses activités liées au maintien de la langue espagnole dans sa tradition de pureté [...] et à la promotion de la littérature nationale » (décret 2143 de 1956)¹. En outre, le prêtre a participé à l'élaboration de diverses mesures de

¹ L'Académie a changé à nouveau de siège, grâce au bénéfice de la vente du bâtiment récupéré et avec l'aide d'un budget accordé par le Gouvernement National, à l'occasion de la célébration du 150^{ème} anniversaire de la bataille de Pantano de Vargas (25 juillet 1819), en hommage aux héros de l'Indépendance Nationale (Loi 95 de

planification linguistique visant à préserver l'unité de la langue, qu'il a mises en œuvre tout en dirigeant l'*Académie Colombienne*. Pour l'exposition, « en 1956, le père Félix a lancé une campagne pour “défendre la pureté et l'unité de notre langue impériale” [et] dressé plusieurs “listes noires” de titres étrangers » (Cacua Prada, 1997 : 228). De plus, le *Conseil de Bogota* a fixé des taxes mensuelles sur les enseignes en langue étrangère et des amendes pour les fautes d'orthographe rencontrées sur les panneaux publics (*ibid.*). Des années plus tard, Restrepo a collaboré à l'élaboration de la Loi 2 de 1960, qui dictait des « mesures pour la défense de la langue de la patrie » et décrété que tous les documents et/ou annonces officiels, ainsi que les avis des locaux commerciaux devaient être enregistrés en espagnol ou retirés. La même loi a déclaré l'*Académie Colombienne* « organe consultatif du Gouvernement pour tout ce qui [concerne] la langue et la littérature nationales » (Loi 2 de 1960). Les actions engagées par Restrepo en faveur de l'*Académie* ont également été accompagnées de mesures disciplinaires ayant pour but d'initier ces changements linguistiques à travers l'école, la presse et l'influence de son autorité sur l'opinion publique :

Grâce au zèle du père Restrepo [...], la publication du Bulletin de l'Académie Colombienne a repris ; des questions d'ordre linguistique ont été traitées et des centaines de néologismes examinés afin d'avoir prise sur l'évolution future de la langue ; des concours et conférences de presse ont été organisés, faisant ainsi de l'Académie une institution opérationnelle qui influençait l'opinion publique du pays et possédait un prestige tangible à l'étranger (Thesaurus, 1965 : 659).

La présence de Restrepo dans les politiques linguistiques dédiées à purifier l'utilisation de la langue dans les espaces publics et les structures officielles de Colombie a indubitablement été constante. Cette permanence dans la planification linguistique a été possible grâce à son lien avec les instances académiques et religieuses auxquelles il appartenait, ainsi qu'à son rôle privilégié au sein de celles-ci.

Perspective historique : panhispanisme contre panaméricanisme

Ces circonstances ont fait de Félix Restrepo un acteur clé de la promotion de l'hispanisme tout au long du XX^e siècle en Colombie. La dimension géopolitique de sa construction remonte aux années 1930, au début de la période dite de la *República Liberal* [République libérale] (1930-1946), qui a succédé à celle des quarante-six ans de *Hegemonía conservadora* [Hégémonie conservatrice] (1886-1930), dirigée par le Président de la République Rafael Núñez et Miguel Antonio Caro, principal idéologue du conservatisme, durant laquelle l'appareil politique monolingue et ultra-catholique nommé *La Regeneración* [La Régénération] s'est établi.

Au début du XX^e siècle, après une série d'affrontements géopolitiques liés au processus expansionniste nord-américain : la *Guerre Mexico-Américaine* née du conflit pour le contrôle du territoire frontalier avec le Texas (1846-1848), la *Guerre Hispano-Américaine* visant le contrôle des anciennes colonies espagnoles (1898) et la prise militaire de Panama (1903), qui ont particulièrement touché la Colombie, s'est alors développé en Amérique latine un sentiment général de fermeture pro-hispanique et anti anglo-saxon comme anti-protestant. Bien qu'indépendantiste et anti-impérialiste, le discours hispaniste s'est nourri dès le XIX^e siècle de l'héritage espagnol (Padilla, 2008), auxquels les élites refusaient de renoncer de peur de perdre leurs privilèges de classe, et qui reposait sur la maîtrise de la langue espagnole

1959). Le bâtiment a commencé à être utilisé encore inachevé à l'occasion du *Troisième Congrès des Académies de la Langue* (Guzmán Esponda, 1993 : 33).

et la religion catholique comme axes fondamentaux de son dispositif idéologique (Gracia Pérez, 2011).

La *Guerre Civile Espagnole* (1936-1939) a constitué un autre conflit armé qui a également contribué à renforcer le discours hispaniste en Colombie, où le problème espagnol a été vécu comme étant le sien, certainement en une sorte de reflet miroir du conflit interne auquel le pays était alors confronté (Figueroa et Tuta, 2005 : 101). « La presse couvrait les événements de façon binaire, chaque communiqué était rédigé pour que les Colombiens renforcent leur haine et que les différences entre libéraux et conservateurs s'accroissent le plus possible » (Ayala Diago, 2011 : 113).

En 1934, après presque un demi-siècle d'*Hégémonie conservatrice* (1886-1930) et suite à la présidence en coalition bipartisane d'Olaya Herrera (1930-1934), le Parti Libéral est finalement arrivé au pouvoir avec Alfonso López Pumarejo (1886-1959). Son gouvernement, connu sous le nom de *La Revolución en Marcha* [*La Révolution en Marche*], a mis en place toutes sortes de réformes sociales allant des réformes constitutionnelles et agraires à des réformes de l'université et du travail, qui ont mis à mal les privilèges des industriels, des propriétaires terriens locaux et, dans une large mesure, le pouvoir de l'Église sur l'éducation nationale (Ayala Diago, 2011 ; Gracia Pérez, 2011 ; Turriago Rojas, 2017). L'affaiblissement du pouvoir ecclésiastique a été dû au fait que les réformes de l'éducation ont été fondées sur une instruction laïque et que, depuis le gouvernement d'Olaya Herrera, et dans le cadre de l'effort libéral réalisé pour établir des relations cordiales avec les États-Unis, le nombre de missions protestantes arrivées dans le pays, principalement en provenance des États-Unis, a doublé (López Amaya, 2014). D'autre part, le gouvernement libéral d'Alfonso López Pumarejo s'est inspiré à bien des égards du *New Deal* de Franklin D. Roosevelt, coopérant à sa politique de *Bon Voisinage* (Gaitán-Bohórquez et Malagón-Pinzón, 2009 : 299). Du reste, dans le cadre de ses sympathies envers les États-Unis, la Colombie s'est d'abord montrée neutre lors de la Seconde Guerre mondiale pour, ultérieurement, lors du second mandat de López Pumarejo (1942-1945), déclarer la guerre aux Puissances de l'Axe (Ayala Diago, 2011 ; Turriago Rojas, 2017).

Entre-temps, la suprématie de l'Église catholique en Colombie et le fait qu'elle était le seul pays d'Amérique du Sud à maintenir un Concordat avec le Vatican constituent des éléments qui ont intensifié l'opposition entre les catholiques et les missions protestantes arrivées dans le pays (López Amaya, 2014 : 97). Plus précisément, le clergé colombien a joué un rôle très actif dans l'exaltation du panhispanisme afin de contrer le discours panaméricain, protestant et anglo-saxon des États-Unis. Ainsi, la motivation de l'hispanisme colombien dans les années 1940 a consisté à s'opposer à la fois à la *Doctrine Monroe* et au protestantisme américain (Figueroa, 2007 : 196). Pour leur part, les libéraux colombiens, anticléricaux et admirateurs du marché libre, se sont opposés à toute référence hispaniste qui reposait sur le catholicisme espagnol ou toute proximité économique avec l'Espagne. Il faut cependant préciser que « la politique laïciste mise en avant sous le régime libéral ne dérivait pas nécessairement de l'anticatholicisme, mais visait plutôt à empêcher la politisation du clergé catholique et, par conséquent, l'inclinaison de la balance des forces politiques qu'il pouvait exercer dans la course électorale » (López Amaya, 2014 : 99). En ce qui concerne les discours sur la langue en tant que lien indissoluble entre l'Espagne et ses ex-colonies, le panhispanisme s'appuie sur l'idée que la culture hispano-américaine correspond en Amérique à la culture espagnole, comme une sorte de reconstitution moderne des relations coloniales (del Valle et Gabriel-Stheeman, 2004 : 24).

D'autre part, dans le panorama international de la décennie des années trente aux années quarante, Hitler avait réussi à porter au pouvoir le parti nazi en Allemagne, à l'assumer comme *Führer* et à faire place au *Troisième Reich* ; en Italie Mussolini dirigeait l'avancée impérialiste des troupes fascistes vers l'Afrique et le reste de l'Europe, et signait le *Pacte*

d'Acier avec l'Allemagne (1939) ; au Portugal, l'*Estado de Novo* [*Etat Nouveau*] (1926-1974), dictature corporatiste dirigée par Antonio de Oliveira Salazar (1932-1968), se renforçait ; et en Russie, le régime de Staline (1922-1952) annonçait l'avancée du pouvoir soviétique et de la pensée communiste sur le reste du monde. Au milieu de ce scénario, le non-conformisme de la corporation conservatrice, industrielle et ecclésiastique colombienne a façonné un imaginaire du libéralisme comme étant lié au communisme, au protestantisme et à la franc-maçonnerie, en contraste avec une exaltation du sentiment hispaniste, rapporté à la protection de la langue et à la nécessité de récupérer le pouvoir sur le territoire colombien en faveur de l'Église catholique.

Militantisme politique : hispanisme et conservatisme franquiste

La presse catholique colombienne s'est principalement tournée vers la figure de Francisco Franco en tant que missionnaire de cette tradition hispaniste qui cherchait à consolider un nouvel « empire spirituel » espagnol. L'attrait de l'Église et des milieux conservateurs colombiens pour le mouvement nationaliste dirigé par Franco a également été soutenu par plusieurs membres de l'*Académie Colombienne de la Langue*. En effet, Félix Restrepo a participé à plusieurs des controverses qui ont éclaté en Colombie à la fin des années 1930, et a été l'une des voix les plus importantes en faveur de la consolidation d'un régime franquiste et dans la dénonciation des abus commis par les forces républicaines pendant le conflit armé survenu en Espagne. Ainsi, en exploitant l'analogie entre la Guerre Civile espagnole et le conflit interne colombien, Restrepo exaltait, à un niveau international, le coup d'Etat contre le gouvernement de la Deuxième République espagnole, pendant qu'au niveau local il dénonçait le soutien des « gauchistes » du Sénat colombien aux forces républicaines espagnoles (Figuerola, 2007 : 185). En 1936, dans un article de la *Revista Javeriana* dont il était rédacteur en chef, Restrepo a justifié ainsi le soulèvement mené par Franco en Espagne :

[Il y a] encore d'honnêtes gens, si candides ou si mal informées, qui croient que dans cette lutte gigantesque qui se déroule en Espagne, le soi-disant gouvernement de Madrid, Valence ou Barcelone, représente la légalité et la volonté du peuple et que Franco n'est rien de plus qu'un vulgaire chef de guerre, engagé dans une insurrection armée sous l'impulsion de ses ambitions [...]. Ce qui importe, c'est que nous ayons une idée claire de la légalité, de la nécessité et même de l'obligation de ce soulèvement armé venant du peuple et de l'armée espagnole contre les hommes qui, s'étant emparés du pouvoir, avaient perdu le contrôle de la machine gouvernementale et conduisaient l'Espagne, au pas de course, vers un désastre rapide et définitif. (Hernández García, 2006 : 50)

Un an plus tard, dans son livre *España Mártir* [*Espagne Martyre*] (1937), Restrepo a raconté les représailles du camp républicain contre les nationalistes après les élections générales de la Deuxième République en février 1936. Il a alors dénoncé les attaques commises envers la liberté de la presse, la propriété privée ainsi qu'envers le pouvoir clérical et attribué les conséquences de l'affrontement à l'ardeur des classes populaires :

En Espagne, le gouvernement ne commandait plus. Le Front Populaire le faisait à sa place. Ainsi commença la guerre civile, avec l'invasion d'exploitations agricoles, les incendies d'églises, la destruction de journaux et les meurtres de patrons [...]. La démocratie était morte en Espagne et avait été intronisée la pire des dictatures, la dictature de la passion et de l'ignorance, la dictature de la plèbe. (Restrepo, 1937 : 15)

La conception du peuple comme étant irrationnel et insensé est récurrente dans la rhétorique conservatrice du XX^e siècle colombien et, comme nous le verrons ultérieurement, elle représente aussi un argument essentiel en faveur d'un agenda politique plus large dans la

pensée de Félix Restrepo : celui du *corporatisme*. Mais la diatribe fustigeant les insurrections populaires ne s'arrête pas là. Restrepo ne lésine pas sur les discours de disqualification à l'encontre de la deuxième République et déshumanise les partisans du communisme, qu'il décrit également comme violents, déséquilibrés et immoraux :

La politique révolutionnaire espagnole depuis l'établissement de la république a toujours été dirigée par des déviants. C'est un fait digne d'être clarifié par les psychologues : la révolution communiste a placé aux premier et second plans de ses activités toute une pléiade d'anormaux, si l'on considère les aspects moraux, psychologiques et matériels relatifs à ce mot, dont la classification correspond nécessairement aux leaders sanguinaires responsables des monstruosités énumérées précédemment. (Restrepo, 1937 : 98)

Ses commentaires mettent en lumière les positions idéologiques de la corporation religieuse colombienne, en faveur des élites en relation directe avec les sphères du pouvoir, et discréditent les soulèvements populaires en les qualifiant d'absurdes et d'autoritaires. En outre, Restrepo opère un lien entre le soulèvement des républicains et la franc-maçonnerie : « il a été parfaitement prouvé que le gouvernement et la franc-maçonnerie avaient planifié le crime ». Il le met également en relation avec l'avancée de la pensée communiste dans toute l'Espagne : « Et pour couronner le tout se préparait une révolution communiste, planifiée à Moscou et dirigée par des agents bolchéviques qui accomplissaient librement leur travail dans les capitales et provinces espagnoles » (Restrepo, 1937 : 18). Pour Restrepo, la crise mondiale de cette époque aurait été générée parce que les états modernes ne voulaient plus compter l'Église parmi leurs organismes de contrôle. L'ordre, affirmait-il, ne serait rétabli que lorsque les gouvernements auraient rendu au clergé son pouvoir éducatif, « alors les instincts qui caractérisent les peuples primitifs dans leurs modes relationnels, seraient maîtrisés par les normes morales qui sont celles qui doivent guider les nations instruites » (Cacua Prada, 1997 : 196). Sur ce point, l'idéologie de Félix Restrepo en termes académiques ne diffère pas beaucoup du programme monolingue, blanc et catholique des grammairiens du XIX^e siècle, qui insistaient également pour civiliser les « peuples primitifs » via l'enseignement de l'Évangile et de la langue espagnole.

Comme nous le verrons ultérieurement, les postures politiques de Restrepo auront des implications et répercussions, premièrement sur le plan linguistique, du fait que la lutte politique soit portée devant les *Congrès des Académies de la Langue* ; et aussi au niveau de l'économie nationale, par le biais de la mise en relation entre différences linguistiques et métiers de certaines classes sociales. Pour évaluer ces positions de manière critique, il faut garder à l'esprit que pour Restrepo, les insurgés engagés dans la lutte des classes représentent une « pléiade d'anormaux » et d'immoraux qui cherchent à transgresser un ordre social infaillible. Et c'est précisément dans la moralisation des engagements politiques et dans la banalisation de l'ordre social que réside ce qui s'apparenterait à une croisade linguistique menée par Restrepo, dont la finalité ne semble être autre que la dépolitisation du locuteur et son abandon spirituel à l'ordre social qui le soumet.

L'agenda économique : le *corporatisme*

La rhétorique rédemptoriste de l'Église constitue le cap incontournable pour résoudre la crise de l'éducation des citoyens. Elle fait écho à la pensée conservatrice de l'époque, anticipe aussi la position strictement corporatiste de Restrepo, également défendue par les jeunes colombiennes de droite inspirées par les politiques d'Hitler, de Mussolini et d'Oliveira Salazar depuis 1936 (Gaitán Bohórquez et Malagón Pinzón, 2009 : 304-305) et par les courants de droite du parti conservateur. Le *corporatisme* colombien, commente Gaitán

Bohórquez et Malagón Pinzón (2009), correspond à ce que Hobsbawm (2001) a identifié comme la nostalgie d'une société féodale, où l'existence de classes sociales était communément acceptée et au sein de laquelle chacune de ces catégories sociales jouait un rôle essentiel en faveur du *bien commun* (Gaitán Bohórquez et Malagón Pinzón, 2009 : 308).

À partir de 1938, Restrepo a produit de nombreux textes en faveur du *corporatisme* qui ont été publiés dans la *Revista Javeriana*. Parmi ses écrits médiatiques, il s'est défendu des attaques de la presse libérale et parfois conservatrice contre le corporatisme, rappelant les déclarations en faveur du système corporatiste énoncées par le Pape Pie XI dans son encyclique de 1931 :

Le corporatisme, doctrine féconde pour l'avenir, sert pour l'instant en Colombie de cible aux flèches plus ou moins acérées de la gauche comme de la droite. Dans le journal El Liberal de ce pays, on confond corporatisme et fascisme, et dans plusieurs communiqués de presse et éditoriaux, on m'a présenté comme promoteur et avocat de l'État totalitaire [...]. Dans son encyclique du Quadragesimo anno Pio XI s'exprime ainsi : [...] « Un peu de réflexion suffit pour voir les avantages de cette organisation [...] la collaboration pacifique des classes, la répression des organisations et des tentatives socialistes, l'action modératrice d'une magistrature spécifique ». (Restrepo, 1938)

Le recours au mandat du Souverain Pontife confère une autorité politique et spirituelle à l'argumentation de Restrepo, qui veut en profiter pour annoncer et valider l'ouverture de la première chaire de corporatisme en Colombie par le biais de l'*Université Javeriana*. Du reste, le discours central du Pape insiste sur la nécessité d'un ordre social et économique nécessairement hiérarchique qui serait davantage soutenu par l'amour de Dieu que par l'intervention excessive de l'État, en fonction du bien commun :

Et dans son encyclique contre le communisme, le Souverain Pontife ajoute : « Nous avons démontré que les moyens de sauver le monde d'aujourd'hui de la triste ruine dans laquelle le libéralisme moral l'a plongé, ne consistent pas dans la lutte des classes et la terreur, et encore moins dans l'abus autocratique du pouvoir étatique, mais dans la pénétration de la justice sociale et le sentiment d'amour chrétien dans l'ordre économique et social. Nous avons montré comment la vraie prospérité devait être restaurée selon les principes d'un corporatisme sain qui respecte la nécessaire hiérarchie sociale, et comment tous les secteurs d'activité devaient s'unir dans une unité harmonieuse inspirée par le principe du bien commun de la société. La mission la plus authentique et la plus essentielle du pouvoir public et civil consiste à promouvoir efficacement cette harmonie et la coordination de toutes les forces sociales ». (Restrepo, 1938)

En 1939, dans *El corporativismo al alcance de todos* [*Le corporatisme à la portée de tous*], Restrepo a fait écho à l'appel du Souverain Pontife en expliquant historiquement la lutte des classes comme un revers majeur du processus révolutionnaire français, et l'émergence du socialisme comme conséquence néfaste du déséquilibre entre les rôles sociaux. En théorie, les attentes du travailleur, dans le modèle défendu par Restrepo, vont à l'encontre de la paupérisation du travail et de l'enrichissement excessif des plus privilégiés. En ce sens, la répartition en classes sociales suppose une division stratégique de chacune des fonctions des citoyens et, peut-être pour cette raison, Restrepo ne parle jamais d'inégalité sociale mais plutôt d'une sorte d'équilibre divin dans le monde du travail :

Depuis que la révolution française a si violemment détourné les nations de leurs valeurs traditionnelles, elles oscillent entre deux extrêmes : l'individualisme et l'étatisme, sous les deux formes aussi perverses l'une que l'autre du racisme et du communisme. [...] Le corporatisme, parce qu'il respecte la liberté et encourage l'initiative privée dans tous les secteurs de l'activité nationale, s'écarte, de ce fait, de l'étatisme. Cependant, il donne aussi à l'autorité publique des moyens suffisants pour organiser les activités des

citoyens de sorte que l'ensemble de celles-ci contribue au bien commun, et en cela qu'il s'écarte de l'individualisme. [...] Le corporatisme rétablit l'équilibre perdu, en incitant à réaliser les projets du Créateur dans le monde du travail. Dieu a placé le monde entier, toutes ses ressources et toutes ses forces à la disposition des hommes, non pour le seul bénéfice des castes privilégiées, mais pour le bien-être de tous. (Restrepo, 1939 : 75-78)

La position sociale est, en ce sens, essentielle pour les individus et, dans l'intérêt du bien commun, ne doit jamais changer. En d'autres termes, dans le modèle corporatiste tel que proposé par Restrepo, il n'y a pas de mobilité sociale, et encore moins de conscience de classe. Dans ce modèle, la hiérarchisation sociale ne doit pas résulter à une mise en opposition des individus, parce que chaque travailleur joue un rôle fondamental dans la société, qui lui est propre en raison de sa classe et par décision divine, et qui s'avère indispensable au bon fonctionnement de la grande coopérative nationale. Selon cet ordre, ce n'est pas la répartition sociale par classes qui porte préjudice au travailleur, mais les abus dont les patrons sont à l'origine pour accumuler du capital :

Il est naturel qu'il y ait des différences de fortune puisqu'il y a des différences de talent, d'assiduité, d'initiative, de constance, de moralité et même de ce que nous appelons la chance. Mais il n'est pas naturel que ces différences soient si extrêmes qu'elles aboutissent à ce que les détenteurs du capital aient droit à tous les profits possibles, pendant que ceux qui accomplissent le travail doivent se contenter d'un bas salaire, menacés, à chaque instant, de tomber dans la misère. Le corporatisme met un terme à la lutte des classes et, à la place, établit la coopération des classes pour le bénéfice de chacune d'entre elles. (Restrepo, 1939 : 79)

La primauté du concept du *bien commun* engage moralement les citoyens dans la mesure où l'on suppose que les insurgés seraient motivés par des facteurs égoïstes et équivoques. Ainsi, une fois de plus, l'imposition d'un ordre social est associée aux valeurs de morale et d'obéissance chrétiennes. Ces marqueurs moraux sont qui plus est combinés avec des variables diastratiques, étant donné que les classes ouvrières sont inévitablement plus enclines à la révolte, c'est-à-dire à tomber entre les mains des idéologies communistes. Dans ces conditions, afin de contrer l'affaiblissement de l'Église dans l'éducation des citoyens, Restrepo dilue l'aspect politique de la lutte sociale et mystifie la violence structurelle relative à l'ordre social capitaliste.

Félix Restrepo n'a cependant jamais été seul dans sa tâche d'endoctrinement corporatiste en Colombie, et il n'a pas non plus été un pionnier dans ce domaine. « Déjà au XIX^e siècle, des politiciens conservateurs comme Sergio Arboleda et Miguel Antonio Caro avaient souscrit au corporatisme qu'ils postulaient comme [...] un antidote contre la démocratie majoritaire qu'ils considéraient comme inévitablement subversive pour l'ordre social » (Henderson, 2006 : 517). Et au XX^e siècle, le parti conservateur colombien a défendu le projet corporatiste conduit par des dirigeants tels que Laureano Gómez, Rafael Bernal Jiménez et Mariano Ospina Pérez, dont les réformes et la protection des corporations économiques ont façonné l'*État corporatiste* national, avec l'Église pour alliée dans la diffusion idéologique du projet corporatiste (Figueroa et Tuta, 2005 : 106). Le rôle de Restrepo en tant que médiateur entre l'État et le travailleur a néanmoins constitué une entreprise remarquable, de même qu'une opération fondamentale dans la diffusion de la pensée corporatiste :

Le jésuite Félix Restrepo aura représenté une figure déterminante dans les discussions relatives au corporatisme, étant donné qu'il a été chargé d'en faire la diffusion grâce à sa position privilégiée à la direction de l'Universidad Javeriana [Université Javeriana] [...] auprès d'organisations comme l'Unión de Trabajadores de Colombia [Union des Travailleurs de Colombie] (UTC), la Federación Nacional de Agricultores [Fédération Nationale des Agriculteurs] (FANAL-1946) et auprès des associations liées aux

établissements catholiques qu'il dirigeait depuis le milieu des années trente. (Figueroa y Tuta, 2005 : 127)

Aux côtés de Restrepo, le chef de l'opposition conservatrice, Laureano Gómez, président de la Colombie entre 1950 et 1951, était étroitement lié à l'Église, aux propriétaires terriens et à plusieurs membres des forces militaires. De même, « *La Revista Javeriana* de Restrepo et *El Siglo* de Laureano Gómez ont été les deux médias les plus importants dans le soutien à la cause des insurgés en Espagne », dirigés par Francisco Franco (Hernández García, 2006 : 50). Durant son gouvernement, la pensée lauréaniste s'est également opposée au libéralisme et au communisme, a attaqué les francs-maçons, les Juifs, les indigènes et les descendants d'Africains, a réprimé l'opposition politique contre son parti et a renoncé au suffrage universel, considérant qu'il « portait préjudice à l'excellence du leadership politique et, qu'au-delà d'aboutir à la médiocrité, il imposait l'infériorité » (Figueroa et Tuta, 2005 : 138).

En 1951, dans le cadre d'une collaboration pour l'élaboration d'une réforme constitutionnelle programmée par le gouvernement de Gómez, Félix Restrepo a diffusé une série de conférences radiophoniques intitulées *Colombia en la encrucijada* [*Colombia à la croisée des chemins*] (1951). Restrepo a en effet été invité par son ami et directeur de *Radio Nacional*, Arturo Abella Rodríguez, à participer à un cycle de conférences visant à promouvoir le projet de réforme constitutionnelle de Gómez, aujourd'hui connu sous le nom de *Réforme de 1953*, qui n'a jamais été mis en œuvre du fait que Gómez ait été renversé par le général Rojas Pinilla en 1953. Pour les militants puissants du parti conservateur comme Rafael Bernal Jiménez, l'analyse du modèle corporatiste de Restrepo s'est avérée si convaincante qu'il l'a reprise une décennie plus tard dans son livre *Hacia una democracia orgánica* [*Vers une démocratie harmonieuse*], dans lequel il a également promu l'*État corporatiste* en Colombie (Henderson, 1986 : 270). Dans ses conférences radiophoniques, Restrepo a exposé les principes chrétiens qui accompagnaient l'*État corporatiste*, également approuvés par le gouvernement de Gómez. « Il s'agissait d'un État autoritaire, corporatiste et d'inspiration fasciste, imprégné d'hispanisme et sous l'hégémonie du courant de pensée de l'intransigeance catholique » (Figueroa et Tuta, 2005 : 147). Quelques extraits des réflexions de Restrepo sur le système corporatiste exposées dans ces conférences, sont rassemblés dans son texte *Corporativismo* [*Corporatisme*] (1939). Restrepo y assume le rôle social d'intermédiaire entre le peuple et l'État pour expliquer les avantages du modèle corporatiste, son éloignement du système des régimes totalitaires, sa proximité avec la démocratie et ses bénéfices pour la patrie colombienne :

Aucun sujet social n'a éveillé autant d'intérêt dans le monde entier, que le régime corporatiste [...]. Il y a ceux qui le confondent avec l'État totalitaire d'Hitler et de Mussolini ; il y a ceux qui imaginent que l'État corporatiste consiste en une nouvelle forme de dictature du prolétariat ; et parmi nous la plupart des politiciens, même ceux bien intentionnés, croient que le régime corporatiste est incompatible avec la démocratie, et sont déterminés à défendre la démocratie avant toute autre forme de gouvernement ; ils ressentent une horreur instinctive à la seule écoute du mot de corporatisme. Invité à donner en cette occasion solennelle une conférence à caractère social, j'ai pensé que je pourrais faire œuvre charitable pour mes auditeurs en résumant en quelques paragraphes l'essentiel de l'histoire et de la doctrine corporatiste [...] en indiquant la manière suivant laquelle pourraient entrer dans notre patrie, ces pratiques qui sont appelées à avoir une grande influence dans tous les peuples du monde. (Restrepo, 1939 : 7)

Un autre pilier de la campagne de Restrepo a consisté à persuader les travailleurs de ne pas prendre part à la politique locale et/ou de ne pas négocier collectivement leurs besoins individuels, au nom du bénéfice du plus grand nombre, et, par extension, du bien-être de leur propre classe. Le système corporatiste de Restrepo valorise la formation de syndicats, tant

qu'ils restent inoffensifs et relativement faibles face à l'État. Se construit ainsi une illusion de participation politique qui incite les classes populaires à intégrer une démocratie représentative – et non plus participative – visant à combler leurs besoins de classe :

La loi colombienne sur les syndicats est fondamentalement bénéfique. Elle facilite leur création et leur interdit toute activité politique. Si cette loi est respectée, les travailleurs s'éloigneront de plus en plus de la petite politique, celle des chefs de quartier ou de village, pour s'intéresser à la grande politique, qui est celle du progrès et du bien-être de leur classe et de leur profession. (Restrepo, 1939 : 38)

Vu sous cet angle, les ouvriers doivent laisser les autres les représenter ; idéalement, ceux qui, par ordre social naturel, ont la formation et la vision nécessaires pour le faire. « Le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif restent donc, dans un pays ayant adopté un régime corporatiste, non pas concentré en un noyau, mais réparti sur l'ensemble du corps social, suivant la configuration naturelle de la société elle-même ». L'État ne doit pas non plus intervenir dans les organisations collectives, mais plutôt « promouvoir toutes les activités sociales, non qu'il veuille être l'auteur de toute entreprise culturelle, économique ou sociale, mais pour faciliter, auprès des individus et des associations libres, la réalisation de leurs objectifs sociaux ». Le pouvoir législatif, pour sa part, ne doit pas restreindre les activités religieuses, mais il doit cependant maintenir un équilibre dans des pratiques sociales alternatives qui ne sont pas nécessairement politiques : « il est bon que la politique intervienne non seulement dans les organes législatifs, mais également dans toute autre activité sociale, à savoir dans toutes les corporations. Et pas seulement celles de nature économique, mais aussi religieuses, culturelles, éducatives » (Restrepo, 1939 : 93). Ce projet économique doit être guidé par des principes chrétiens qui restituent à l'Église, et à ses futurs organes corporatistes, l'influence qui doit être la sienne dans les affaires officielles du pays. Ainsi, « l'apport central du Père Félix a consisté à démontrer que les deux pouvoirs, civil et ecclésiastique, pouvaient parfaitement cohabiter et contribuer harmonieusement à remplir l'objectif de l'État, qui n'est autre que le bien de ses partenaires » (Cacua Prada, 1997 : 196).

D'une manière générale, la réglementation qu'impose l'État dans le modèle corporatiste est minimale, toutes les actions individuelles et/ou privées devant simplement viser le *bien commun*. Dans la pensée corporatiste de Restrepo, se dessine également une harmonie entre les classes sociales, avec une entente cordiale entre les travailleurs – qui reconnaissent leur infériorité et assument naturellement leur statut de subordonnés –, face à des employeurs bienveillants qui maintiennent l'ordre naturel établi par la volonté divine. C'est aussi une organisation sociale, juridique et politique qui favorise la création de « syndicats catholiques, de syndicats éloignés de la lutte des classes, et débarrassés du poison communiste » (Restrepo dans Gil Sánchez, 1925 : 266). Dans cet ordre d'idées, la base du *corporatisme* défendu par Restrepo constitue une forme de violence symbolique (Bourdieu, 2008) qui repose sur l'intériorisation de leur soumission de la part des classes laborieuses, obtenue par de longs processus d'intimidation qui présentent comme naturels les mécanismes de pouvoir et de domination qui les assujettissent (Bourdieu, 2008). « La corporation rend la grève impossible [...] et met fin à la lutte des classes. Elle rassemble dans un véritable esprit de collaboration patriotique et de charité chrétienne tous ceux qui travaillent dans la même profession : capitalistes, directeurs, techniciens et simples ouvriers » (Restrepo dans Gil Sánchez, 1925 : 242). En fin de compte, le *corporatisme* clérical proposé par Restrepo est un modèle au fondement de l'hégémonie culturelle de Gramsci, à savoir une forme de domination qui ne provient pas de l'imposition forcée de dispositifs de contrôle, mais plutôt de l'intervention dans la vie des citoyens à partir de mécanismes « séduisants » qui font passer pour naturels des systèmes de valeurs spécifiques (Del Valle, 2007). Prenons pour exemple l'idée phare de Restrepo selon laquelle le *corporatisme* agit en faveur du *bien commun* et qu'il répond à un

ordre supérieur à l'entendement humain, un ordre de caractère divin, qui organise judicieusement les individus suivant une échelle allant de « capitalistes » à « simples ouvriers ». C'est sur cette idée que repose un règlement éthique et moral d'obéissance à un ordre social établi, sans qu'il ne soit nécessaire de soumettre les citoyens par la coercition. Néanmoins, il s'agit également de formes de domination qui ont trait à la corporalité et, en ce sens, sont aussi soumises à des formes de « parler », « sentir », « penser » et « se comporter » de façon normative, et/ou selon un statut social spécifique, en s'indexant sur le bien-être de tous les Colombiens et, en général, de l'avenir latino-américain.

L'académicien politique : Premier Congrès des Académies

À la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la consolidation de la dictature franquiste, dans la presse colombienne, en particulier dans la presse conservatrice et cléricale, les allusions à la situation internationale ont diminué. La droite colombienne, qui s'était déjà distancée d'Hitler et de Mussolini sous la pression des alliés et des résultats de la guerre, a modéré sa rhétorique franquiste et s'est tournée vers le panaméricanisme comme moyen de s'attirer les bonnes grâces de l'empire nord-américain (Figuerola, 2007 : 199-200).

Restrepo a également calmé son discours pro-franquiste et, pour préserver les intérêts des *Académies*, a séparé les lettres de la politique et déclaré comme profondément démocratique le travail des gardiens de la langue espagnole. Lors du *Premier Congrès des Académies de la Langue*, qui s'est tenu au Mexique en 1951, Félix Restrepo a présenté les nouvelles normes de conduite des philologues modernes, en veillant à ce que les universitaires de sa génération ne suivent pas de lignes politiques ou économiques spécifiques :

Cette date du 23 avril 1951 sera mémorable dans l'histoire des peuples latino-américains. Elle [...] rassemble pour la première fois [...] des représentants de vingt nations qui ont reçu de l'Espagne immortelle l'héritage chrétien de la culture européenne, versé dans sa langue sonore et majestueuse. Ils ne présentent pas de visées politiques ou économiques, ni ne font état de dignitaires diplomatiques – ce ne sont pas des délégués de leurs gouvernements respectifs – ce sont les délégués des peuples, ce sont ceux qui, sous les latitudes les plus diverses, se sont imposé le devoir et se sont vu confier la tâche de veiller à ce que ce trésor commun, que constitue la langue maternelle, soit conservé intact et soit transmis non souillé et pur de génération en génération. (Restrepo dans Garrido et al., 2010 : 155)

La séparation entre la politique, l'économie et la langue s'avère relativement discutable lorsque l'on s'intéresse à la figure de Félix Restrepo, dont les inclinations idéologiques et les adhésions à différents cercles du pouvoir en Colombie lui ont permis d'avancer de façon experte et d'obtenir des soutiens politiques, économiques et juridiques auprès de plusieurs instances étatiques très tôt dans son travail universitaire. La distance entre le monde universitaire et le monde politique ne suppose cependant pas chez Restrepo l'omission de présupposés universels – également éminemment politiques – qui tiennent pour acquis le caractère positif du processus colonial :

Voici ceux qui, d'une rive à l'autre du Rio de la Plata, affichent une richesse exubérante ; ceux qui se souviennent qu'en son nom a eu lieu l'entreprise de civilisation des peuples indigènes la plus extraordinaire ; ceux qui ont fait des champs de bataille d'Arauco un haut lieu de l'industrie et du commerce ; ceux des hauts sommets andins riches en métaux ; [...] ceux qui ont hérité du nom de Colón, de l'amour des lois de Quesada et de l'esprit aventurier de Don Quijote ; ceux qui ont reçu le pavillon latin de Balboa pour le maintenir toujours hissé entre les deux océans ; [...] ceux de Puerto Rico

qui, même intégré dans la grande République anglo-américaine, garde jalousement la richesse de leur langue espagnole. (Garrido et al., 2010 : 155-158)

Dans ce grossier décompte de triomphes civilisationnels se transmet une notion de modernité soumise au progrès industriel et au discours salutiste de l'évangélisation des peuples autochtones par le biais de l'enseignement de la langue espagnole et du dogme chrétien. Cette notion de chance, qui dans son récit élude les revers de la conquête, constitue un discours européocentriste dans lequel les transgressions de l'occupation espagnole sont présentées comme les dommages collatéraux d'un dossier colonial somme toute bénéfique. D'autre part, Restrepo réfute l'abandon total de Puerto Rico à l'empire anglo-saxon naissant et célèbre l'accumulation de richesses que représente son héritage colonial espagnol. C'est en ce sens qu'il insiste sur la moralisation de la langue espagnole, sa supériorité présumée sur d'autres variantes et langues minoritaires, la prétendue neutralité politique de la langue et la banalisation d'une matrice sociale excluante d'origine coloniale.

Le fragment précédemment cité est un exemple de ce que del Valle (2007) considère comme la construction symbolique d'un esprit panhispanique qui cherche à unir les communautés hispanophones à travers une langue commune. Ce symbolisme produit des phénomènes de banalisation des relations de pouvoir qui s'établissent autour de la maîtrise linguistique d'une norme instruite (Arnoux et del Valle, 2010). C'est donc une fois que les Académies ont été établies en instance de pouvoir, en tant que porte-paroles et gardiennes de la langue savante, que la prérogative sur l'espagnol a été revendiquée, en tant que langue variée mais indivisible (del Valle et Gabriel Stheeman, 2002), en tant que patrie commune (del Valle, 2007).

Malgré le renoncement politique exprimé par Restrepo au début de son discours, le jésuite a profité de cette occasion inaugurale pour faire allusion à la *Quatrième réunion de consultation des ministres des Affaires étrangères* qui a eu lieu début 1951 à Washington : « Il y a quelques jours, nos ministres chargés des Affaires étrangères se sont réunis à Washington avec ceux des autres pays américains pour discuter de la défense de notre hémisphère dans le cas éventuel où les nuages orageux qui menacent le monde depuis des années, viendraient y déverser toute leur fureur » (Garrido *et al.*, 2010 : 159). Il évoquait ainsi le « danger d'agression internationale communiste » qui a motivé cette rencontre internationale et, avec ce commentaire, il a une fois de plus affiché publiquement sa perspective idéologique sur la politique internationale. En même temps, Restrepo a utilisé cette cérémonie et le rôle essentiel qu'il y tenait pour comparer l'esprit des deux réunions évoquées :

Il s'est agi d'une conférence presque militaire, au cours de laquelle on discutait de la question de l'armement et des contingents militaires. Notre conférence s'avère très différente. Cedant arma togae, pouvons-nous dire avec Cicéron : que les armes cèdent la place aux lettres. Notre conférence est une conférence de paix, de fraternité. (Garrido et al., 2010 : 159)

La pratique linguistique est à la fois totalisante et pacifique. Il en va de même dans la cartographie sociale du modèle corporatiste, dans lequel les peuples hispaniques forment un corps unique dont les mécanismes de défense reposent sur la sauvegarde d'une langue pure et partagée. Et ce sont précisément eux, les « hommes de lettres », qui sont destinés à maintenir les liens d'union entre les pays hispanophones :

Rien n'unit autant nos peuples que le trésor d'une langue commune. Chacun d'entre nous se sent chez lui lorsqu'il peut s'exprimer dans sa langue maternelle, et il ne peut y avoir de travail plus pacifique et plus bénéfique que celui des hommes de lettres, qui, dans leurs pays respectifs, veillent avec beaucoup d'affection sur ce lien d'union qu'est la langue, pour que jamais nos peuples ne cessent de se sentir faire partie d'une seule et

même famille et forment toujours un bloc puissant, prêt à se défendre, parce qu'il y a malheureusement des forces folles dans le monde qui ne permettent pas aux peuples pacifiques de se mettre en sécurité en toute impunité, tout disposés qu'ils sont pourtant à renoncer aux voies qui mènent à la violence et à influencer de tout leur poids le grand aréopage des nations pour réprimer les agressions injustes et défendre les faibles, afin d'imposer au monde l'empire de la paix. Tant que l'Amérique latine restera unie autour des idéaux les plus purs, elle aura un allié fort dans la justice universelle ; et tant que nous parlerons la même langue, la nature elle-même nous maintiendra unis. (Garrido et al., 2010 : 159)

Dans cette perspective, il existe plusieurs correspondances entre le discours anticommuniste, la rhétorique de l'unité et de la défense de la langue, et la poursuite collective d'un *bien commun*. Tout d'abord, le fait de bien parler est mis en relation avec la bonté d'esprit, la pureté morale et le positionnement politique du bon côté de l'Histoire. Sont aussi mises en avant les idéologies linguistiques telles que la présomption apolitique du travail de l'universitaire, par ailleurs présenté comme altruiste ou démocrate, et la conviction que la langue sœur espagnole équilibre et construit des voies de compréhension et de paix. La langue est le miroir de l'esprit humain ; la langue est neutre ; la langue est un don de Dieu. De même, protéger la langue est imaginé comme un acte pacifique et les gardiens de la langue comme incorruptibles. Ainsi, la défense de la langue consiste en une tâche moralement élevée et, par extension, maîtriser la norme implique des comportements citoyens plus intègres, obéissants et acritiques : fait qui se reflète dans les jugements universels et apparemment consensuels de Restrepo sur la justice économique, la politique internationale et l'ordre mondial. Restrepo reconfigure et perfectionne ainsi le croisement entre politique, langue et pouvoir, qu'il disait pourtant abandonner, et le lien entre le bon usage de la langue et le précieux *bien commun* également recherché par le projet corporatiste.

Sous cet angle, on pourrait même dire que, pour Félix Restrepo, la défense et la protection de la langue espagnole est aussi un moyen d'accomplissement du *bien commun* prôné par le corporatisme. Restrepo conditionne l'avenir des nations sud-américaines à la préservation de l'unité de la langue. Cette unité dépend de citoyens pieux et sans opinions, puisque leurs pratiques linguistiques visent à dépolitiser et subordonner le sujet qui parle et débat en dehors des sphères du pouvoir. La prémisse glottopolitique est simple et excluante : tous les citoyens doivent toujours parler correctement dans les espaces publics – en faveur de l'unité et de la pureté de la langue – mais cela ne signifie pas que tous aient le même droit à participer au débat politique. Le scénario de ce futur projet réside dans un ordre corporatiste à caractère clérical, qui contre l'avancée des idées de gauche, discipline les locuteurs et propose la préservation d'un ordre élitiste et catholique d'héritage colonial.

L'agenda pédagogique : radio, cinéma et littérature

Les liens étroits entre langue, religion et politique, établis par Félix Restrepo, ont trouvé écho dans l'ensemble de ses travaux académiques. En 1953, il a intégré le *Consejo Superior de la Educación* [Conseil Supérieur de l'Éducation] en tant que représentant des universités privées de Colombie, au sein duquel il a eu pour mission d'évaluer les méthodologies académiques et les programmes des écoles publiques du pays, et veillé pour sa part à l'inclusion des principes chrétiens dans les journées éducatives destinées à la jeunesse. La participation de Restrepo à certaines instances de planification de l'éducation nationale ne relevait pas alors d'un fait particulier, étant donné qu'il avait déjà travaillé pour le gouvernement colombien lorsque, en 1940, le Ministre de l'Éducation de l'époque, Jorge Eliécer Gaitán, lui avait commandé, entre autres, de poursuivre la rédaction du *Diccionario de construcción y régimen de la lengua castellana* [Dictionnaire de construction et règles de la

langue espagnole] de Rufino José Cuervo, tâche qu'il a finalement parachevée en 1942 en créant l'*Institut Caro y Cuervo* (Páez Patiño, 1966). En ce sens, il n'est donc pas surprenant que, jusqu'à la fin du XX^e siècle, « tous les Colombiens [voient] dans le Père Félix un gardien zélé des doctrines du Christ, un authentique patriote et un véritable apôtre de l'éducation » (Cacua Prada, 1997 : 211).

Parmi les problématiques spécifiques rencontrées par Restrepo au niveau pédagogique, se détache plus particulièrement sa critique de la déviation des normes régissant l'espagnol écrit, comme il l'a expliqué dans son article *Enseñanza del castellano y la ortografía en Colombia* [*Enseignement de l'espagnol et de l'orthographe en Colombie*] (1956) : « Les hommes et les femmes d'aujourd'hui [...] ne lisent plus que les journaux ; et l'espagnol des journaux est généralement le plus pauvre, voire même fréquemment n'est même pas de l'espagnol, mais un ensemble de mots d'origine étrangère qui enlaidissent et déforment la langue ». Le préoccupait également le fait que les programmes éducatifs veillent à ce que la prononciation de la langue soit « correcte, conforme à l'usage de l'espagnol littéraire et non à celle de la langue populaire parlée à la maison ». Aussi a-t-il considéré comme une « erreur d'avoir supprimé du programme du lycée la classe de rhétorique [car] elle mettait les élèves en contact avec les plus grands auteurs de tous les temps et leur apprenait la technique de la bonne prose et de la bonne poésie ». Ses réflexions montrent que Restrepo a aspiré à rétablir les études philologiques qui alimentaient l'*Institut Caro y Cuervo* et à proposer à cette fin l'importation de philologues hispanistes européens et nord-américains. « C'est seulement ainsi que nous aurons une école de philologie qui mérite respect et qu'elle redonnera son ancien prestige à cette Athènes sud-américaine qui a été occultée » (Bejarano Díaz, 1979 : 202-217).

Lors du *Deuxième Congrès des Académies* tenu à Madrid (1956), le gouvernement de Franco a décoré Félix Restrepo du titre honorifique de *Comendador de Número de la Orden de Isabel la Católica* [*Commandeur du Numéro de l'Ordre d'Isabelle la Catholique*] pour son travail érudit et son engagement pour la préservation de la langue espagnole. De retour à Bogota, dans un geste qui confirmait la proximité du jésuite avec le régime franquiste et l'autorité de l'Espagne sur les pratiques linguistiques, « le père Félix a initié une importante campagne de défense pour l'unité de [la] langue impériale » (Cacua Prada, 1997 : 227). En conséquence, la même année, le Ministre du Gouvernement de l'époque, Lucio Pabón Núñez, a envoyé une circulaire publique aux gouverneurs, maires et commissaires de chaque localité annonçant que l'*Académie Colombienne de la Langue* entreprenait « une campagne patriotique de défense de la langue, [avec] des mesures pour combattre le fléau des annonces publiques en langues étrangères » et pour obliger les imprimeries officielles à respecter les nouvelles prescriptions faites en matière d'orthographe (Bejarano Díaz, 1979 : 175).

Par la suite, à la veille du *Troisième Congrès des Académies* qui a eu lieu à Bogota en 1960, Restrepo a accordé un entretien au journal l'*ABC de Séville* dans lequel il s'est plaint de la « vie stagnante » des *Académies* en raison du manque de moyens économiques (Puche Castillo, 15 février 1958). C'est une question qu'il a voulu régler avec la création d'une *Commission Permanente des Congrès* proposée au *Deuxième Congrès des Académies*. Cependant cette commission n'a existé que jusqu'en 1960, grâce à son travail pour la signature de l'*Accord multilatéral sur l'Association des Académies de la Langue Espagnole*. L'*Accord* engageait les autorités locales à « fournir un soutien moral et financier à leur Académie nationale respective », ainsi qu'à l'*Association des académies* et à son *Comité permanent*. Parmi les signataires de l'*Accord*, se distingue pour l'Espagne Alfredo Sánchez Bella (1916-1999), membre de l'Opus Dei, ambassadeur de son pays en Colombie, ministre de l'*Information et du Tourisme* sous Franco (1969-1973) et directeur de l'*Institut de Culture Hispanique* (Convenio, 1960).

Cet ensemble d'éléments encadre les nombreux et variés « actes d'intervention glottopolitique » (Lauría, 2012) de Restrepo dans le domaine culturel colombien. Au cours des dernières années de sa vie, les efforts pédagogiques de Restrepo se sont orientés vers « les grandes forces unificatrices » de la langue, c'est-à-dire l'école, la presse et la radiodiffusion (Garrido *et al.*, 2010 : 161). Les avancées en matière de technologie ont conduit Restrepo à vouloir prendre le contrôle des médias pour faire la propagande de ses principes normatifs et de ses valeurs chrétiennes. Ainsi, le progrès technologique servirait d'outil de codification et de maîtrise qui assurerait le suivi permanent de l'usage rigoureux de la langue (Garrido *et al.*, 2010 : 160). Restrepo a été enthousiasmé par une vocation pédagogique et qui plus est scientifique qui, allant au-delà de la formation des individus, visait à perfectionner l'ensemble de la société. « La pédagogie ne l'attirait pas autant que "l'art d'éduquer et de perfectionner les individus" ou que "la science de transformer les sociétés" (Restrepo et Bejarano Díaz, 1978 : 15). Pour la même raison, les principes normatifs qui étaient les siens ne devaient pas se limiter à un seul pays, mais s'étendre à toute l'Amérique hispanophone. « L'école doit être le lieu où tous les citoyens d'Amérique apprennent et pratiquent une prononciation commune, que l'on peut appeler, pour ainsi dire, *l'espagnol littéraire* par opposition à *l'espagnol populaire*, et qui contribuera grandement à préserver l'unité de notre langue » (Garrido *et al.*, 2010 : 161).

Cette distinction marquée entre la *langue populaire* et la *langue littéraire* correspond à plusieurs propositions de planification linguistique qui recourent toutes, pour être mises en œuvre, à la radio, au cinéma, à la presse et à la littérature. Si l'on suppose, sur le plan phonétique, que, par défaut, l'on parle beaucoup mieux dans le centre du pays, il semble alors inévitable qu'on trouve en régions, des écarts par rapport à la norme. De même, si l'on admet que l'espagnol parlé à la maison est différent de celui qui doit être exposé publiquement, on tranche ainsi les débats sur la diversité dialectale, en subordonnant les registres périphériques à la variante espagnole :

Il est inévitable que, dans différentes régions, prévalent certaines déviations par rapport à la langue commune. Ainsi, par exemple, sur presque toutes nos côtes, les habitants ont tendance à supprimer les « s » occlusifs ou à les transformer en une légère aspiration. Qu'il en soit ainsi dans l'intimité de la maison ; mais à l'université, dans les débats, dans les réunions publiques et dans les relations avec les étrangers dans les commerces et les magasins, une prononciation plus soignée doit prévaloir, ce qui ne sera pas possible si elle n'a pas été exercée. (Garrido et al., 2010 : 161)

Il y a donc un espagnol à montrer et un autre qui doit rester caché. L'espagnol de l'intimité est caractéristique de la position sociale et/ou de la situation géographique occupée(s) et il ne doit jamais remplacer l'espagnol de l'espace public, le standard, celui imitant l'espagnol d'Espagne, le vénérable et impérial espagnol. Restrepo soutient que c'est précisément aux *Académies* qu'il revient de « fixer cette prononciation, et qu'il incomberait à nos gouvernements le devoir de l'exiger des locuteurs » (*op. cit.* : 163). Ses propositions sont considérées comme prioritaires et transversales pour l'ensemble du continent. « Rien de plus facile que d'exiger de chaque présentateur radio la prononciation exacte, traditionnelle, normale ou académique, quelle que soit l'appellation qu'on lui donne, une seule pour tout le continent » (*ibid.*). En ce qui concerne la presse écrite, Restrepo regrette que de nombreux journaux et magazines « ne pensent qu'au public de leur territoire respectif. Dans ceux-ci, ne transparait aucun soin d'éviter les provincialismes et les écarts à la norme de l'espagnol. » (*op. cit.* : 162). Pour le résoudre, il suggère qu'« il serait très utile que tous ceux qui interviennent dans la direction d'un journal ou d'une revue insistent auprès des rédacteurs en chef pour que leurs articles et leurs nouvelles utilisent exclusivement *l'espagnol littéraire* » (*ibid.*). Le cinéma ne devait pas être en reste et l'Amérique latine devait même parier sur la compétition – en termes de langue, de quantité et de qualité – avec le cinéma nord-américain :

« l'influence du cinéma peut devenir comparable à celle de la radio, le jour où les peuples hispaniques produiront autant de bons films que l'industrie nord-américaine en produit actuellement » (*op. cit.* : 163).

Néanmoins, la plus noble tâche à accomplir au nom des *Académies* était « la culture et la promotion de l'art dans sa plus haute expression, qui est l'art littéraire, la littérature, la plus belle fleur de la langue [...] l'instrument le plus puissant pour l'éducation des peuples ». En ce sens, l'œuvre de l'écrivain était susceptible d'être retoquée par les gardiens de la langue, du moment que ses œuvres constituaient des supports éventuels pour la formation des individus. D'une certaine manière, Restrepo opère dans un discours de double performance idéologique, l'une glottopolitique et l'autre religieuse, parce que la langue éduque les peuples et modèle les citoyens via des canaux de diffusion comme la littérature, ce qui se vérifie et se juge à l'aune du dévouement et de l'obéissance des fidèles locuteurs. « La beauté contenue dans les œuvres littéraires adoucit les aspérités de la vie, apprivoise notre révolte, apaise les tempêtes du cœur et ouvre des horizons aux aspirations de l'esprit » (Garrido *et al.*, 2010 : 165). Ainsi, comme stratégie pour contrôler et maîtriser les subjectivités littéraires des auteurs, Félix Restrepo a mis au point une sorte de censure linguistique, de type préventif, toujours menée par les membres des *Académies* afin de garantir que la langue écrite rende compte de l'aspect discipliné de l'espagnol local :

Chaque livre, contrairement aux journaux, aspire à être lu en dehors du pays où il est publié. Pour cette raison, chaque livre doit être écrit en espagnol universel, à la seule exception des récits traditionnels qui, dans leurs dialogues, présentent des gens du peuple qui parlent à leur manière. Bien sûr, dans le lexique, les mots de la flore et de la faune locales et d'autres néologismes nécessaires ne peuvent être évités ; mais ces petites choses ne portent pas préjudice à la préservation de la langue. L'essentiel est la morphologie traditionnelle, la construction typique, l'usage des expressions idiomatiques communément acceptées, en un mot la tournure espagnole. Et dans ce domaine, nos académies peuvent faire un travail magnifique, en encourageant les éditeurs à ne pas accepter ni faire circuler des ouvrages qui renient la noblesse de notre langue. (Garrido et al., 2010 : 162)

La coordination entre les médias de masse a contribué au positionnement de l'espagnol comme langue légitime des Colombiens et amplifié la portée des projets de planification linguistique entrepris par Restrepo. Ces mesures hautement politiques mises en œuvre pour la défense de la langue espagnole ont occasionné une diminution continue des locuteurs d'autres langues minoritaires dans le pays. On sait que depuis le projet politique de *La Régénération* et la Constitution de 1886, des missions religieuses ont été consacrées à instruire les « sauvages » afin qu'une « vie civilisée » soit à leur portée. « En 1953, la Colombie a signé avec le Saint-Siège un accord sur des missions, qui délèguait à plusieurs ordres religieux le contrôle de l'éducation des deux tiers du territoire national » (Pineda Camacho, 2000 : 17). Toutefois, d'autres efforts significatifs ont également été déployés dans le domaine de la reconnaissance des langues. Depuis sa fondation en 1942, par exemple, l'*Institut Caro y Cuervo* a proposé la réalisation d'un *Atlas Linguistique et Ethnographique de Colombie* (Alec), pour laquelle a été créé le *Departamento de Lenguas Indígenas* [Département des Langues Autochtones]. Néanmoins, dans ce projet, l'espagnol a été considéré comme l'élément central du contact avec les langues minoritaires, non traitées sur un pied d'égalité avec l'espagnol en tant que langues indépendantes (Gröll, 2009 : 22). Déjà, à l'époque coloniale, les missions religieuses christianisaient les communautés indigènes de Colombie à partir de multiples tentatives de description linguistique, pour lesquelles les missionnaires tiraient parti de leurs connaissances scientifiques pour imposer, de façon invasive, leurs croyances religieuses aux communautés ethniques qu'ils visitaient (Pineda Camacho, 2000).

Dans le discours de Restrepo convergent des processus d'évangélisation, de discrimination linguistique et d'occultation d'épisodes d'annihilation culturelle basés sur les dynamiques coloniales. Son habile développement argumentatif en faveur d'une langue commune, moralisée et politiquement neutre, sert à contrecarrer la menace qui pèse sur la mission éducative de l'Église en Colombie. Il repose sur des stratégies visant à imposer une idéologie qui permette à l'Église de recruter des fidèles, d'élargir ses congrégations et de regagner au niveau national son pouvoir politique contesté, tout en promouvant la normalisation linguistique et les idées banalisées qui ont cours en Colombie sur la langue et ses dépositaires.

Conclusions

Comme nous avons pu le voir tout au long de ce travail, Félix Restrepo a joué un rôle substantiel d'apôtre de la langue espagnole en Colombie. Son influence linguistique a impacté de multiples sphères de pouvoir liées à la religion, à l'éducation, à la jurisprudence, à la politique et aux médias. Dans son agenda de planification linguistique, l'accès au progrès se réalise via la maîtrise de la langue, dont le bon usage équivaut à la poursuite d'un *bien commun*, garanti par l'intervention de l'Église dans l'éducation, à travers l'imposition de façons de parler et d'écrire et, finalement, de manières d'être, de participer et de se sentir citoyens. Ces aspects concernent également le maintien d'un ordre social où les locuteurs assument d'être catégorisés et hiérarchisés selon leurs façons de parler (Arnoux et del Valle, 2010) ou, pour ainsi dire, à partir des pratiques différenciées qui existent dans les différentes classes sociales, à savoir à partir de leur *habitus* (Bourdieu, 2008). Ainsi, la rhétorique de Restrepo se fonde sur des mécanismes d'assujettissement des citoyens par le biais d'institutions spécialisées telles que l'Église, l'*Académie de la Langue*, l'école et les médias, qui opèrent en faveur d'idéologies linguistiques, qui à leur tour favorisent la reproduction d'un ordre social spécifique et immuable au profit des détenteurs du pouvoir (Althusser, 1970). Les discours de Félix Restrepo sur la langue, l'économie et la politique impliquent le même pari idéologique visant à ce que les locuteurs demeurent dans le milieu social où ils sont nés et renoncent au débat politique, en assimilant la loi chrétienne comme instance suprême d'organisation des relations sociales et de décision des usages linguistiques. En d'autres termes, Félix Restrepo entreprend une croisade d'évangélisation linguistique, dont la prédication consiste à concentrer et à conserver le pouvoir entre les mains des élites créoles, qui, en Colombie, détiennent les privilèges, hérités de l'époque coloniale.

Références bibliographiques

- Althusser, Louis, 1970, *Ideología y aparatos ideológicos*, Buenos Aires: Nueva Visión.
- Ayala Diago, César Augusto, 2011, "Trazos y trozos sobre el uso y abuso de la Guerra Civil Española en Colombia". *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura* [en línea] 2011, 38 (Julio-Diciembre): [Fecha de consulta: 20 de septiembre de 2018], disponible en <<http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=127122624006>>.
- Arnoux, Elvira Narvaja ; del Valle, José, 2010, "Las representaciones ideológicas del lenguaje: discurso glotopolítico y panhispanismo", en *Spanish in Context*, John Benjamins Publishing Company, pp. 1-24.
- Bejarano Díaz, Horacio, 1979, *Félix Restrepo. La ortografía en América y otros estudios gramaticales*, Bogotá: Instituto Caro y Cuervo.
- Bourdieu, Pierre, 2008, *¿Qué significa hablar? Economía de los intercambios lingüísticos*, Madrid: Akal.

- Cacua Prada, Antonio, 1997, *Félix Restrepo, S.J.* Santafé de Bogotá : Instituto Caro y Cuervo, Convenio multilateral sobre la Asociación de Academias de la Lengua Española (1960), Bogotá, recuperado de: http://www.rae.es/sites/default/files/Convenio_Bogota_1960.pdf
- Del Valle, José ; Gabriel-Stheeman, Luis, 2004, “Nacionalismo, hispanismo y cultura monoglósica”, en José del Valle; Luis Gabriel-Stheeman (eds.), *La batalla del idioma. La intelectualidad hispánica ante la lengua*, Madrid: Iberoamericana/Vervuert, pp. 15-33.
- Del Valle, José, 2007, “Glotopolítica, ideología y discurso: categorías para el estudio del estatus simbólico del español”, en *La lengua, ¿patria común?* Frankfurt y Madrid: Vervuert-Iberoamericana.
- Figueroa Salamanca, Helwar ; Tuta Alarcón, Carlos, 2005, “El estado corporativo colombiano: una propuesta de derechas”. 1930-1953. *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura* [en línea, fecha de consulta: 3 de octubre de 2018], disponible en <<http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=127113735006>> ISSN 0120-2456.
- Figueroa Salamanca, Helwar, 2007, “El imperio espiritual español: lengua, raza y religión (1930-1942)”, en *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, Universidad Nacional de Colombia, 34, pp. 165-206.
- Gaitán-Bohórquez, Julio ; Malagón-Pinzón, Miguel, 2009, “Fascismo y autoritarismo en Colombia”, *Universitas* [en línea] 2009 (Enero-Junio): [Fecha de consulta: 19 de septiembre de 2018], disponible en <<http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=82516351013>>
- Garrido, Felipe ; Valadés, Diego y Zerón-Medina, Fausto, 2010, *Orígenes de la Asociación de Academias de la Lengua Española*. 1. ed. México, D.F.: Academia Mexicana de la Lengua.
- Gil Sánchez, Federico, 1925, “El régimen corporativo”, disponible en: <https://revistas.upb.edu.co/index.php/upb/article/viewFile/3747/3339>.
- Gracia Pérez, Felipe, 2011, *Hijos de la madre patria. El Hispanoamericanismo en la construcción de la identidad nacional colombiana durante la Regeneración (1878-1900)*. Ministerio de Educación y Cultura de Zaragoza (Ed.). Zaragoza: Institución Fernando el Católico.
- Gröll, Ise, 2009, “Las lenguas amerindias y criollas en Colombia. Desarrollo político-lingüísticos en el marco de la Constitución política de 1991”, en Gröll, Ise, Montes Rodríguez, María Emilia; Pappenheim Murcia, Ruth; Licht Aguirre, Daniel, *Las lenguas autóctonas en Colombia: consideraciones alrededor de su legitimación en la Constitución de 1991*, Universidad de los Andes, Facultad de Ciencias Sociales-CESO, Departamento de Antropología.
- Henderson, James, 2006, *La modernización en Colombia: los años de Laureano Gómez, 1889-1965*, Editorial Universidad de Antioquia, Medellín, Colombia.
- Henderson, James, 1986, “El proyecto de reforma constitucional conservadora de 1953 en Colombia”, en *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, núms. 13-14, Bogotá, Universidad Nacional, Departamento de Historia, pp. 179-261.
- Hernández García, José Ángel, 2006, *La Guerra Civil Española y Colombia: influencia del principal conflicto de entreguerras en Colombia*. Bogotá: Universidad de la Sabana.
- Hobsbawm, Eric, 2001, *Historia del Siglo XX*, Barcelona: Crítica.
- Lauría, Daniela, 2012, *Continuidades y discontinuidades de la producción lexicográfica del español de la Argentina. Un análisis glotopolítico de los diccionarios publicados en el marco del Centenario y en el del Bicentenario de la Revolución de Mayo*, Tesis de Doctorado inédita (área Lingüística), Buenos Aires: Facultad de Filosofía y Letras, Universidad de Buenos Aires, pp. 3-45.

- López Amaya, Jeiman, 2014, “Misiones protestantes en Colombia 1930-1946. Geografía y política de la expansión evangélico-pentecostal”, *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, 41(2), pp. 65-103, <https://doi.org/10.15446/achsc.v41n2.48782>.
- Padilla Chasing, Iván Vicente, 2008, “El debate de la hispanidad en Colombia en el siglo XIX”, Bogotá: Universidad Nacional de Colombia. Facultad de Ciencias Humanas. Colección General biblioteca abierta, 361.
- Páez Patiño, Rubén, 1966, “Félix Restrepo”, *Noticias Culturales*, 61. Gran Enciclopedia de Colombia del Círculo de Lectores, Biografías Biblioteca Virtual del Banco de la República, disponible en <http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/biografias/restfeli.htm>
- Pineda Camacho, Roberto, 2000, *El derecho a la lengua. Una historia de la política lingüística en Colombia*, Estudios antropológicos 4, Bogotá: Universidad de los Andes.
- Puche Castillo, José Luis, 1958, “La colombiana, decana de las de América, convoca a las Academias de Lengua castellana para el aniversario de Cervantes”, *ABC Sevilla*. Recuperado de: <http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/sevilla/abc.sevilla/1958/02/15/009.html>.
- Restrepo, Félix ; Bejarano Díaz, Horacio, 1979, *La ortografía en América y otros estudios gramaticales*, Bogotá: Instituto Caro y Cuervo.
- Restrepo, Félix ; Bejarano Díaz, Horacio, 1978, *El castellano naciente y otros estudios filológicos*, Bogotá: Instituto Caro y Cuervo.
- Restrepo, Félix, 1939, *Corporativismo*, 2ª ed., Bogotá: Librería Voluntad, S.A.
- Restrepo, Félix, 1939, “El corporativismo al alcance de todos”, en *Revista Javeriana*, t. XI, 52, Bogotá.
- Restrepo, Félix, 1938, “La Iglesia y el corporativismo”, en *Revista Javeriana*, t. X, 50, Bogotá.
- Restrepo, Félix, 1937, *España Mártir*, Bogotá, Ediciones de la Revista javeriana.
- Thesaurus, 1965, “Félix Restrepo”, recuperado de: <http://thesaurus.caroycuervo.gov.co/index.php/thesaurus/article/viewFile/422/402>.
- Turriago Rojas, Daniel, 2017, “La actitud de la iglesia católica colombiana durante las hegemonías liberal y conservadora de 1930 a 1953”, *Cuestiones Teológicas*, 44(101), pp. 67-94, <http://dx.doi.org/10.18566/cueteo.v44n101.a04>.
- Vossler, Karl, 1929, *El lenguaje como creación y evolución*, Madrid: Poblet.

GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne

Comité de rédaction : Michaël Abecassis, Salih Akin, Sophie Babault, Claude Caitucoli, Véronique Castellotti, Régine Delamotte, Robert Fournier, Stéphanie Galligani, Emmanuelle Huver, Normand Labrie, Foued Laroussi, Benoit Leblanc, Fabienne Leconte, Gudrun Ledegen, Danièle Moore, Clara Mortamet, Alioune Ndao, Isabelle Pierozak, Gisèle Prignitz.

Rédactrice en chef : Clara Mortamet.

Comité scientifique : Claudine Bavoux, Michel Beniamino, Jacqueline Billiez, Philippe Blanchet, Pierre Bouchard, Ahmed Boukous, Pierre Dumont, Jean-Michel Eloy, Françoise Gadet, Monica Heller, Caroline Juilliard, Jean-Marie Klinkenberg, Jean Le Du, Marinette Matthey, Jacques Maurais, Marie-Louise Moreau, Robert Nicolaï, Didier de Robillard, Paul Siblot, Claude Truchot, Daniel Véronique.

Comité de lecture pour ce numéro : Céline Alcade (Université de Montpellier), Carmen Alen Garabato (Université de Montpellier), Philippe Blanchet (Université de Rennes), Henri Boyer (Université de Montpellier), Alberto Bruzos (Université de Princeton), Barbara Cifuentes (ENAH, Mexico), James Costa (Université Paris 3), Juan Ennis, Juan Manuel Espinosa (Instituto Caro y Cuervo), Carlos Alberto Faraco (Brasil), Patricia Lambert (ENS Lyon), Monica Heller (Université de Toronto), Henrique Monteagudo (Université Santiago de Compostele), Benedicte Pivot (Université de Montpellier), Darío Rojas (Université Chile), Mariana Steiner (Université de Fribourg).

Laboratoire Dylis – Université de Rouen
<http://glottopol.univ-rouen.fr>

ISSN : 1769-7425

GLOTTOPOL – n°32 – juillet 2019
<http://glottopol.univ-rouen.fr>